



CNRS – Délégation Occitanie Ouest

16 Avenue Édouard Belin

BP 24367

31055 TOULOUSE Cedex 4



05.61.33.60.00



05.62.17.29.01

Marché N° 26.14.003

**MISSIONS DE CONTROLE TECHNIQUE ET DE COORDONNATEUR
SPS POUR LA CONSTRUCTION DU NOUVEAU BÂTIMENT « BAT
INNOV » POUR LE LCC-CNRS**

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES

CCP N°26021 du 22/01/2026

Table des matières

Article 1 - Objet de l'opération – Dispositions générales - Intervenants	3
1-1-Objet et forme du marché	3
1-2-Etendue du marché.....	3
1-3-Conduite d'opération - Maîtrise d'œuvre	3
1-3-1-Conduite d'opération	3
1-3-2-Maîtrise d'œuvre	4
1-4-Sous-traitance	5
Article 2 - Pièces constitutives du marché.....	5
Article 3 – Caractère du prix – Rémunération du titulaire, des co-traitants et des sous-traitants	6
3-1-Contenu du prix.....	6
Le marché est traité à prix global et forfaitaire.....	6
3-1-1-Mois d'établissement des prix du marché	6
3-1-2-Variation du prix	6
3-2- Avance	6
3-3- Rémunération du titulaire	6
3-4 Délai global de paiement.....	7
3-5 Paiement des cotraitants.....	7
3-6-Paiement des sous-traitants.....	7
3-7-Mode de règlement	8
3-8-Règlement du prix des prestations supplémentaires ou modificatives.....	9
3-9-Intérêts moratoires	9
Article 4 – Prise d'effet et délai d'exécution – Pénalités	9
4-1-Prise d'effet et délai d'exécution des prestations	9
4-2- Pénalités encourues.....	10
4-2-1 Dispositions communes	10
4-2-2- Pénalités pour retard d'exécution des prestations	10
4-2-3- Plafonds des pénalités	10
Article 5 – Cession et nantissement de créances.....	10
Article 6 – Assurances.....	10
Article 7 – Résiliation du contrat	10
7.1 Résiliation du fait du maître de l'ouvrage.....	10
7.2 Résiliation du marché aux torts du titulaire ou cas particuliers	11
7.3 Redressement ou liquidation judiciaire	11
Article 8 - Confidentialité.....	11
Article 9 – Protection des données à caractère personnel	11
9.1 Obligations des parties	11
9.2 Obligations du titulaire	12
Article 10 – Clause ZRR (Zone à Régime Restrictif)	13
10.1 Mesures de sécurité particulières	13
10.2 Autorisations d'accès des personnels du Titulaire et de ses sous-traitants	13
10.3 Mesures de portée générale	14
Article 11 – Clauses particulières	15
11.1 Obligation d'information et de conseil	15
11.2 Stabilité de l'équipe dédiée au contrat.....	15
11.3 SPASER.....	15
11.4 Arrêt des prestations	15
11.5 Prestations similaires.....	16
Article 12 - Règlement des différends et des litiges.....	16
Article 13 – Dérogations et compléments aux documents généraux.....	16

1-1-Objet et forme du marché

Objet :

Le présent marché porte sur la réalisation des missions de Contrôle Technique et de Coordination Sécurité et Protection de la Santé (CSPS) pour l'opération de construction du nouveau bâtiment « BAT INNOV » pour le compte du LCC-CNRS ;

Les informations relatives à cette opération sont disponibles sur la fiche descriptive d'opération.

➤ Contenu des éléments de missions de contrôle technique (**Lot 1**) :

- L
- LE
- S
- VIEL

➤ Mission de missions Coordination Sécurité et Protection de la Santé (**Lot 2**) :

- Mission de coordination SPS de **niveau 2**

1-2-Etendue du marché

Le présent marché est alloté en deux lots, le **premier lot** correspondant aux missions de contrôle technique, le **second lot** correspondant aux missions de coordination SPS.

Chaque lot est décomposé **en deux tranches** comme suit :

<u>LOT n°1 - Missions de Contrôle Technique</u>	
TF	Missions pour le clos couvert de l'ensemble du bâtiment et l'aménagement des 2 premiers niveaux (640 m²)
TO n°1	Missions pour l'aménagement des 2 derniers niveaux (640 m²)
<u>LOT n°2 - Missions Coordination Sécurité et Protection de la Santé</u>	
TF	Missions pour le clos couvert de l'ensemble du bâtiment et l'aménagement des 2 premiers niveaux (640 m²)
TO n°2	Missions pour l'aménagement des 2 derniers niveaux (640 m²)

Le marché prend effet à sa date de notification au titulaire, et s'achève à la date de réception de l'ensemble des travaux.

Le délai maximal d'affermissement des tranches optionnelles est de 36 mois, à compter du démarrage de la tranche ferme.

Si une tranche optionnelle n'est pas affermie, il ne sera accordé au titulaire aucune indemnité d'attente ni de dédit.

1-3-Conduite d'opération - Maîtrise d'œuvre

1-3-1-Conduite d'opération

La conduite d'opération est assurée par le Service des Affaires Immobilières et Logistique de la Délégation Occitanie Ouest du CNRS :

CNRS – Délégation Occitanie Ouest
16, Avenue Edouard Belin
31055 Toulouse cedex 04
Tél : 05 61 33 60 30

1-3-2-Maîtrise d'œuvre

La maîtrise d'œuvre est assurée par le groupement suivant :

Architecte (Mandataire) :

CTV ARCHITECTE

91, Allée Charles de Fitte – Côté Cour

31300 TOULOUSE

Tél : 05.61.25.44.74 - candidature@ctv.archi

SIRET : 349 636 357 00023

Architecte associé

ALTER ARCHITECTURE

2, Place Paul Riché

31200 TOULOUSE

Tél : 06.33.07.83.27 - contact@alter-architecture.com

SIRET : 835 317 603 00016

BET pluridisciplinaire :

ARTELIA

8, rue de Vidailhan

31130 BALMA

Tél. 05.61.75.50.10 - occitanie.bre@arteliagroup.com

SIRET : 444 523 526 00804 (siège) - 444 523 526 01026 (Agence locale)

BET Acoustiques :

EMACOUSTIC

6, rue des Tonneliers

31700 BLAGNAC

Tel : 09.82.34.62.50 - contact@emacoustic.fr

SIRET : 508 709 094 00066

Elle est chargée d'une mission de base, et des missions complémentaires suivantes :

Mission de base :

Esquisse (ESQ) remise dans le cadre du concours,

- ✚ Les études d'avant-projet sommaire (APS), y compris le permis de construire (PC) complet et ses modifications éventuelles,
- ✚ Les études d'avant-projet définitif (APD),
- ✚ Etudes de projet (PRO),
- ✚ Assistance pour la passation des contrats de travaux (ACT),
- ✚ Examen de conformité-visa (VISA),
- ✚ Direction de l'exécution du contrat de travaux (DET),
- ✚ Assistance lors des opérations de réception (AOR).

Eléments de missions complémentaires :

- ✚ Mission 1 : Etudes de diagnostic (DIA) partielles : connaissance du site d'implantation : ouvrages à déconstruire et/ou à remanier (cage d'escalier...), réseaux secs et humides existants sur le site.
- ✚ Mission 2 : Modélisation des données / informations du bâtiment (BIM),
- ✚ Mission 3 : Coordination du Système de Sécurité Incendie (CSSI),
- ✚ Mission 4 : Cette mission comprendra notamment la mise en place d'une plateforme d'échanges de documents dont les documents d'EXE entre la MOE, le MOA, le Contrôleur Technique, le CSPS et les entreprises de travaux,
- ✚ Mission 5 : Etudes spécifiques en lien avec la démarche de Performance Energétique et Qualité Environnementale :
 - Simulation Thermique Dynamique : Il s'agit pour la MOE de réaliser des simulations thermiques et dynamiques en phase APD (soit 1 STD) pour vérifier que les choix de conception respectent

l'objectif de performance énergétique du bâtiment. Elles seront à minima à réaliser pour 2/3 des locaux à fort taux d'occupation.

- Etudes comparatives en coût global : La MOE devra lorsque plusieurs solutions techniques seront possibles, proposer au Maître d'ouvrage une étude comparative des différentes solutions techniques sous l'angle du coût global. Cette analyse détaillera l'investissement initial et les coûts estimés d'exploitation, d'entretien et de maintenance sur la durée de vie et d'exploitation du bâtiment. Il s'agit d'aider le Maître d'ouvrage dans la prise de décision.

✚ Mission 6 : EXE partielles,

✚ Mission 7 : Ordonnancement, le Pilotage et la Coordination des travaux (OPC).

1-4-Sous-traitance

Conformément aux articles L2193-1 à L2193-3, le titulaire d'un marché public peut, sous sa responsabilité, sous-traiter l'exécution d'une partie des prestations de son marché.

Les sous-traitants relevant du champ d'application de la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance modifiée par l'Ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie législative du code de la commande publique, doivent être présentés au pouvoir adjudicateur pour acceptation, soit lors de la remise des offres soit en cours d'exécution du marché (articles R2193-1 à R2193-3).

La demande portant sur l'acceptation et l'agrément des conditions de paiement sera sollicitée conformément au modèle d'acte spécial de sous-traitance, que le titulaire doit remettre au CNRS contre récépissé ou à envoyer par lettre recommandée avec avis de réception.

L'acceptation du sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement seront établis conformément à l'article R2193-4 du Code.

Le sous-traitant adresse sa facture au titulaire dans les formes prévues aux articles R2193-11 et R2193-12 du Code.

Les règles relatives aux intérêts moratoires sont fixées par les dispositions des articles L2192-12 à L2192-14 du code.

La liquidation des comptes en cas de résiliation du marché, s'applique également aux sous-traitants.

Le CNRS se réserve la possibilité de demander des renseignements complémentaires sur les capacités professionnelles, techniques et financières du sous-traitant présenté, avant de donner son agrément et signer l'acte spécial. Il peut refuser le sous-traitant proposé.

Le recours à la sous-traitance, sans acceptation préalable du sous-traitant et sans agrément préalable des conditions de paiement, expose le titulaire à l'application des mesures prévues à l'article 39.1 du CCAG-PI. Il en est de même si le titulaire a fourni, en connaissance de cause, des renseignements inexacts à l'appui de sa demande de sous-traitance.

Le titulaire est tenu de communiquer le contrat de sous-traitance et ses éventuels avenants au maître d'ouvrage, lorsque celui-ci en fait la demande. A défaut de l'avoir produit à l'échéance d'un délai de **quinze jours** courant à compter de la réception d'une mise en demeure de le faire par le maître d'ouvrage, le titulaire encourt une pénalité journalière prévue à l'article 4.2 du présent CCP.

En outre, le défaut de communication du contrat de sous-traitance trente jours après cette mise en demeure expose le titulaire à l'application des mesures prévues à l'article 39.1 du CCAG-PI.

Article 2 - Pièces constitutives du marché

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-PI, les pièces constitutives du marché sont les suivantes, par ordre de priorité décroissante :

- ✚ L'Acte d'Engagement et ses éventuelles annexes financières (dont l'offre financière du titulaire) dans la version résultant des dernières modifications éventuelles ;
- ✚ Le présent Cahier des clauses particulières (CCP N°26021) ;
- ✚ Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 disponible à cette adresse : <https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043310613>

- ↳ L'offre technique du titulaire ;
- ↳ Le cas échéant, les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants postérieurs à la notification du marché (DC4) ;

Toute clause, portée dans la proposition du Titulaire ou documentation quelconque et contraire aux dispositions des autres pièces constitutives du marché, est réputée non écrite.

Les conditions générales de vente du Titulaire sont concernées par cette disposition.

Le présent marché exprime l'intégralité de l'accord passé entre les deux parties.

Article 3 – Caractère du prix – Rémunération du titulaire, des co-traitants et des sous-traitants

3-1-Contenu du prix

Les prix sont présentés hors taxe à la taxe sur la valeur ajoutée (TVA).

Le marché est traité à prix global et forfaitaire.

3-1-1-Mois d'établissement des prix du marché

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de la remise des offres finales, mois « Mo » mentionné à l'article 3 de l'acte d'engagement.

3-1-2-Variation du prix

Les prix du marché sont révisables selon les modalités fixées ci-dessous.

La révision est effectuée par application au prix d'un coefficient Cn donné par la formule :

- $C(n) = 0,125 + 0,875 \times I(m) / I(o)$

dans laquelle :

- **Io** est l'index Ingénierie du mois « mo » (mois d'établissement du prix de remise de l'offre finale)
- **Im** est l'index Ingénierie du mois m.

Il n'est pas prévu de révisions de prix provisoires.

Lorsque la valeur finale des index n'est pas connue au moment du paiement, le maître d'ouvrage doit procéder au paiement sur la base de la valeur révisée en fonction de la dernière situation économique connue.

3-2- Avance

Il ne sera pas versé d'avance forfaitaire.

3-3- Rémunération du titulaire

Les modalités de règlement des comptes sont définies à l'article 11 du CCAG-PI.

Les acomptes seront versés mensuellement conformément aux dispositions de l'article 11.2 du CCAG-PI.

Le règlement des sommes dues au titulaire fait l'objet d'acomptes périodiques calculés à partir de la différence entre deux décomptes périodiques successifs. Chaque décompte est lui-même établi à partir d'un état périodique des prestations exécutées dans les conditions ci-après.

→ Demande d'acompte et modalités de règlement

Le titulaire envoie au maître d'ouvrage, son projet de décompte, accompagné d'une demande de paiement dûment datée en application de l'article 11.3 du CCAG-PI.

Sur justificatif de l'avancement des éléments de mission, les acomptes sont versés chaque mois sur demande du titulaire.

→ Acceptation de la demande de paiement par le maître d'ouvrage

Le maître d'ouvrage accepte ou rectifie la demande de paiement.

Conformément à l'article 11.6 du CCAG-PI, il la complète éventuellement, en faisant apparaître notamment les avances à rembourser, les primes et les réfections imposées.

→ Le solde et règlements partiels définitifs

Par dérogation à l'article 11.7.1 du CCAG-PI, le titulaire adresse sa demande de paiement du solde après constatation de l'achèvement de sa mission dans les conditions prévues au présent CCP.

3-4 Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de **30 jours** à compter de la date de réception par le CNRS de l'état d'acompte mensuel.

3-5 Paiement des cotraitants

Les dispositions de l'article 12.1 du CCAG-PI s'appliquent.

Si le **titulaire** du marché public est un **groupement**, le **cotraitant non-mandataire peut déposer sa facture dans Chorus Pro**. Celle-ci doit **obligatoirement** être **validée par le mandataire du marché**.

1- Dans le cas d'un groupement conjoint :

Chaque cotraitant dépose sa demande de paiement dans Chorus Pro, et le mandataire valide les pièces dans Chorus Pro.

Chaque membre du groupement sera payé de manière indépendante et percevra directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations.

2- Dans le cas d'un groupement solidaire :

Chaque cotraitant transmet sa demande de paiement au mandataire **hors Chorus Pro**.
Le mandataire dépose un seul projet de décompte mensuel pour l'ensemble du groupement.

Seul le compte du mandataire recevra le paiement, à charge pour lui de distribuer la part due aux autres cotraitants.

3-6-Paiement des sous-traitants

❖ Le droit au paiement direct des sous-traitants :

Seul le sous-traitant accepté par le CNRS et dont les conditions de paiement ont été agréées par celui-ci, peut bénéficier du droit au paiement direct des prestations qu'il a exécutées. C'est pourquoi, le sous-traitant ne peut prétendre au paiement direct des prestations exécutées antérieurement à la décision d'acceptation et d'agrément du CNRS. Par ailleurs, le droit au paiement direct du sous-traitant est subordonné à la condition que le montant de la sous-traitance soit égal ou supérieur à 600 euros TTC.

Le paiement direct est obligatoire et ce, même si le titulaire du marché public est en état de liquidation des biens, de règlement judiciaire ou de suspension provisoire des poursuites. Le sous-traitant ne peut renoncer au bénéfice du paiement direct. Le paiement direct du sous-traitant est un droit d'ordre public que les parties, mêmes d'un commun accord, ne peuvent remettre en cause. Ainsi, une clause insérée dans le contrat de sous-traitance ayant pour effet de faire échec au paiement direct est réputée non écrite.

Le principe selon lequel le sous-traitant ne peut renoncer à son droit au paiement direct ne s'oppose pas à ce que ce dernier soit payé directement par le titulaire du marché public et non par l'acheteur. Le paiement effectué par le titulaire aura alors pour effet d'éteindre à due concurrence la créance du sous-traitant sur l'acheteur.

❖ **La procédure de paiement direct :**

S'il est admis au **paiement direct**, le **sous-traitant** peut déposer sa demande de paiement directement dans Chorus Pro. Elle arrive au titulaire du marché **pour validation**.

Chorus Pro assure la traçabilité de la demande de paiement, sa validation par le titulaire et sa transmission pour prise en compte dans le processus de facturation.

❖ **Les sous-traitants de second rang :**

Le sous-traitant de second rang ne peut bénéficier du droit au paiement direct.

Néanmoins, afin de protéger les sous-traitants faisant l'objet d'une sous-traitance en chaîne, l'article L. 2193-14 du code dispose que le sous-traitant direct doit délivrer au sous-traitant de second rang une caution ou une délégation de paiement dans les conditions définies à l'article 14 de la loi du 31 décembre 1975.

3-7-Mode de règlement

Le règlement des sommes dues au titulaire fait l'objet d'acomptes périodiques, par virement administratif au compte ouvert au nom du titulaire à partir de son RIB/RIP original.

La facture libellée au nom du CNRS, doit impérativement comporter les indications prévues par la réglementation de la Comptabilité Publique et notamment les renseignements suivants :

- la référence de l'opération (26.14.003)
 - ce N° sera complété par le N° de marché en 202XXXX (tel que fournit au titulaire lors de la notification du présent marché et dans chaque bon de commande)
- le N° de bon de commande (2093L0XXXX)
- le code division de l'Unité bénéficiaire 2093
- les nom et adresse du bénéficiaire des prestations,
- la désignation en clair du matériel livré / de la prestation exécutée
- le montant hors-taxes,
- le taux et le montant de la TVA,
- le montant TTC,
- la date d'exigibilité,
- le numéro de compte bancaire ou postal du Titulaire,
- le numéro de TVA intracommunautaire du CNRS: FR40 180 089 013,
- le numéro de TVA intracommunautaire du Titulaire.

Facturation électronique

Conformément à la loi du 3 janvier 2014 sur la simplification de la vie des entreprises et l'ordonnance n°2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique, **le titulaire ainsi que, le cas échéant, ses cotraitants et ses sous-traitants concernés, doivent transmettre leurs demandes de paiement sur le portail mutualisé de l'Etat Chorus Pro.**

Au choix du créancier, cette transmission est effectuée selon l'une des trois modalités suivantes :

- ➡ Par flux d'échange de données informatisées. Dans ce cas, les formats acceptés sont ceux qui figurent à l'adresse suivante : <https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/>
- ➡ Par dépôt au format PDF
- ➡ Par saisie en ligne dans le portail

Les informations à faire figurer dans l'entête de la demande de paiement sont :

- ➡ CNRS (SIRET n°18008901303720) ;
- ➡ Le code service de l'entité CNRS facturée (exemple : MOY1400_OI)

- Le numéro d'engagement juridique communiqué lors de la notification du marché ou figurant sur le bon de commande notifié par le CNRS (exemple : 2093L0XXXX).

******* Conformément aux dispositions de l'article 6 du décret n°2019-748 du 18 juillet 2019 relatif au développement de la facturation électronique dans la commande publique, l'utilisation du portail de facturation est exclusive de tout autre mode de transmission.**

L'Ordonnateur chargé d'émettre le titre de paiement est le Délégué Régional pour la circonscription Occitanie Ouest – 16, avenue Edouard Belin - BP 24367 - 31055 Toulouse Cedex 4.

Le Comptable chargé du paiement est l'Agent Comptable Secondaire de la Délégation Occitanie Ouest – 16, Avenue Edouard Belin - BP 24367 - 31055 Toulouse Cedex 4.

Le Fonctionnaire habilité à fournir les renseignements prévus par la réglementation sur le nantissement des marchés est le Délégué Régional pour la circonscription Occitanie Ouest.

Le CNRS est tenu de procéder au paiement des acomptes et du solde conformément aux dispositions des articles 5 et 6 du décret n°2007-590 du 25/04/2007. Le paiement interviendra dans un délai maximal de 30 jours.

En cas de désaccord sur une partie de la facture, le CNRS s'oblige à payer, dans les conditions prévues ci-dessus, la partie non contestée.

3-8-Règlement du prix des prestations supplémentaires ou modificatives

Au cours de l'exécution des prestations du marché, le maître d'ouvrage peut prescrire au titulaire des prestations supplémentaires ou modificatives.

Par dérogation à l'article 23 du CCAG-PI, les prestations supplémentaires ou modificatives sont notifiées soit par ordre de service soit par avenant. Pour les modalités de fixation des prix de ces prestations les articles 23.2 à 23.4 du CCAG-PI s'appliquent.

Par dérogation à l'article 23.3 du CCAG-PI, le titulaire est réputé avoir accepté les prix qui ont été fixés par ordre de service, si dans un délai de **15 jours** suivant l'ordre de service qui lui a notifié ces prix, il n'a présenté aucune observation au maître d'ouvrage en indiquant, avec toutes justifications utiles, les prix qu'il propose.

Lorsque le maître d'ouvrage et le titulaire sont d'accord pour arrêter les prix définitifs, ceux-ci font l'objet d'un avenant, sauf si les prix sont devenus définitifs dans le silence du titulaire.

3-9-Intérêts moratoires

Le Titulaire a droit à des intérêts moratoires pour retard de paiement d'une somme due au titre du marché, sous réserve que le paiement ne soit pas différé du fait d'une défaillance constatée dans la prestation.

Le délai de paiement, fixé à 30 jours, se décompte à compter de la date de réception par le CNRS de l'état d'acompte mensuel notifié par le maître d'œuvre.

Ces intérêts moratoires seront liquidés conformément à la réglementation applicable en matière de marchés publics.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points.

Un forfait de 40 euros sera automatiquement appliqué au titre d'indemnité pour frais de recouvrement, lors de l'application d'intérêts moratoires.

Article 4 – Prise d'effet et délai d'exécution – Pénalités

4-1-Prise d'effet et délai d'exécution des prestations

Le présent marché prend effet à sa date de notification au titulaire, et s'achève à la date de réception de l'ensemble des travaux.

4-2- Pénalités encourues

4-2-1 Dispositions communes

Les pénalités sont dues dès le premier euro, elles sont cumulables et applicables par jour de retard calendaire, sans mise en demeure préalable, sur simple constat de la maîtrise d'ouvrage par dérogation à l'article 14.1 du CCAG-PI.

4-2-2- Pénalités pour retard d'exécution des prestations

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-PI, les pénalités pour retard sont calculées à compter du lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré. Cette pénalité est calculée par application de la formule suivante :

$$P = V * R / 100$$

dans laquelle :

P = le montant de la pénalité ;

V = la valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale au montant en prix de base, hors variations de prix et hors du champ d'application de la TVA, de la partie des prestations en retard, ou de l'ensemble des prestations si le retard d'exécution d'une partie rend l'ensemble inutilisable ;

R = le nombre de jours de retard.

4-2-3- Plafonds des pénalités

Conformément à l'article 14.1.2 du CCAG-PI, le montant total des pénalités de retard ne pourra excéder **10%** du montant total hors taxes du marché.

Article 5 – Cession et nantissement de créances

Les créances résultant du marché peuvent être cédées ou nanties au titre de la loi du 2 janvier 1981 facilitant le crédit aux entreprises, et conformément aux articles L2191-8 et R2191-45 du Code.

L'entrepreneur pourra bénéficier pour le présent marché, de l'affectation en nantissement dans les conditions définies aux articles R2191-46 à R2191-50 et aux articles R2191- 52 à 53 du Code.

Les documents protégés de toutes natures et de tous types ayant servi à la réalisation du marché sont restitués au CNRS. Aucune donnée ne peut être partagée ou communiquée par le titulaire à un tiers au contrat sans le consentement exprès et préalable du CNRS propriétaire des données.

Les obligations définies ci-dessus doivent continuer à s'appliquer pendant les 10 ans qui suivent la date d'expiration du présent marché.

Article 6 – Assurances

En application de l'article 9 du CCAG-PI, le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de l'acheteur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Par dérogation à l'article 9.2 du CCAG-PI, le titulaire doit justifier qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie avant la notification du marché.

Article 7 – Résiliation du contrat

7.1 Résiliation du fait du maître de l'ouvrage

Les conditions de résiliation du marché sont définies aux articles 36 à 40 du CCAG-PI.

Par dérogation à l'article 40 du CCAG-PI, en cas de résiliation du marché pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire percevra à titre d'indemnisation une somme forfaitaire calculée en appliquant au montant initial hors TVA, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises, un pourcentage égal à **2%**.

7.2 Résiliation du marché aux torts du titulaire ou cas particuliers

La personne publique peut résilier le marché aux torts du titulaire en cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 à R. 2143-12 et R.2143-16 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail.

De plus, toute sous-traitance non-autorisée préalablement par le CNRS autorise celui-ci à résilier sans indemnités le marché, aux frais et risques du Titulaire (article 39.1 du CCAG-PI et article 10.3 du présent CCP).

7.3 Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

Article 8 - Confidentialité

En complément des dispositions de l'article 5 du CCAG-PI, le titulaire, ses collaborateurs et experts sont tenus par une obligation de secret et de discrétion. Ils s'interdisent de communiquer à quiconque, directement ou indirectement, tout ou partie des informations et documents de toute nature, techniques, financières, administratives, juridiques et stratégiques, ainsi que celles relatives à l'activité, à l'organisation et au personnel du CNRS, dont ils auraient eu connaissance à l'occasion de l'exécution du présent marché.

Le Titulaire s'engage à ne faire effectuer aucune prestation, directe ou indirecte, dans le cadre de l'exécution du présent marché en dehors du territoire national français sans l'accord explicite et préalable du CNRS.

Les dispositions de cet article sont complétées par celles des articles 9 et 10 du présent CCP.

Article 9 – Protection des données à caractère personnel

Chaque partie au marché s'engage à respecter toute disposition résultant :

- De la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée, relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés ;
- Du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil, du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données), à compter du 25 mai 2018.

9.1 Obligations des parties

Certaines données transmises par le pouvoir adjudicateur au titulaire en application du présent marché constituent des données à caractère personnel.

Chaque partie au présent marché est tenue au respect des règles relatives à la protection des données nominatives auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du présent marché et ce durant tout le temps où ceux-ci produiront ses effets entre les présentes parties.

La réalisation des prestations par le titulaire doit ainsi respecter l'ensemble des exigences liées à la protection des données personnelles conformément aux dispositions de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés et du règlement européen n°2016/679 sur la protection des données.

Le pouvoir adjudicateur, en sa qualité de responsable de traitement et le titulaire, en sa qualité de sous-traitant assurent et préservent la sécurité, la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience des systèmes de traitement et des données contenues.

9.2 Obligations du titulaire

Le titulaire s'engage à ne traiter des données transmises que pour les seules finalités décrites dans le présent marché, conformément aux modalités exposées par le présent marché et à toutes instructions complémentaires données par le pouvoir adjudicateur. Si le titulaire considère qu'une instruction constitue une violation d'une disposition en vigueur, il en informe immédiatement le pouvoir adjudicateur.

Le cas échéant, le titulaire collabore avec le pouvoir adjudicateur pour la réalisation d'analyses d'impacts relatives à la protection des données.

Le titulaire veille à ce que les personnels autorisés à traiter les données à caractère personnel s'engagent à en respecter la confidentialité ou soient soumis à une obligation légale appropriée de confidentialité et reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel.

Le titulaire s'oblige à prendre toutes précautions utiles afin de les protéger contre toute destruction accidentelle ou illicite, perte, altération, diffusion et de garantir que les données ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées.

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement et atténuer les éventuelles conséquences négatives d'une faille de sécurité.

Il met à la disposition du pouvoir adjudicateur toutes les informations nécessaires pour démontrer le respect des obligations prévues au présent article et pour permettre la réalisation d'audits par le pouvoir adjudicateur ou tout auditeur dûment mandaté par lui.

Le titulaire s'engage à communiquer au pouvoir adjudicateur dans les meilleurs délais, et sous 48 heures au plus tard après en avoir pris connaissance, la survenance de toute faille de sécurité ayant des conséquences directes sur le traitement des données personnelles ou sur le fonctionnement du système de traitement. Il lui fournit notamment toute information relative à la nature de la violation, au nombre de personnes concernées, aux catégories et au nombre d'enregistrements de données à caractère personnel concernés, ainsi qu'aux conséquences probables de la violation, aux mesures prises pour y remédier et atténuer les éventuelles conséquences négatives. Il conserve en outre tout document relatif à la violation de données, ses effets et les mesures prises pour y remédier.

Par ailleurs, il s'engage à coopérer avec le pouvoir adjudicateur, par des mesures techniques et organisationnelles appropriées, dans toute la mesure du possible, à permettre l'exercice, par les personnes concernées, de leurs droits d'accès, d'opposition, de rectification ou de suppression prévus par la réglementation.

Le titulaire ne peut sous-traiter l'exécution des prestations à une autre entité ni procéder à une cession du présent marché sans l'accord écrit préalable du pouvoir adjudicateur et dans le respect de la réglementation applicable.

Dans ce cas, le sous-traitant du titulaire est tenu de respecter les obligations présent marché. Il appartient au titulaire de s'assurer que son sous-traitant présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences des dispositions en vigueur. Le titulaire demeure pleinement responsable devant le pouvoir adjudicateur des éventuels manquements de son sous-traitant en matière de protection des données.

En cas de changement de sous-traitance ayant un impact sur les données à caractère personnel et sur le niveau d'engagement du titulaire au titre du présent marché, ce dernier s'engage à le notifier au pouvoir adjudicateur dans les plus brefs délais.

Le traitement des données ne peut être localisé en dehors de l'Union européenne, sans être en stricte conformité avec les obligations énoncées dans les clauses contractuelles types de la Commission européenne ou de la CNIL applicables au transfert de données.

Le cas échéant, le titulaire communique au pouvoir adjudicateur le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données.

En cas de manquement à ces dispositions, la responsabilité du titulaire pourra être engagée, sans préjudice d'éventuelles actions récursoires pour les dommages qui lui sont imputables. »

Article 10 – Clause ZRR (Zone à Régime Restrictif)

Lorsque les prestations sont exécutées dans une zone à régime restrictif, le titulaire et ses sous-traitants s'engagent à respecter la politique et les mesures de sécurité et de confidentialité spécifiques qui lui sont communiquées par l'établissement. Suivant le niveau de sécurité requis, le titulaire et ses sous-traitants peuvent être soumis à un régime d'autorisation préalable. Les démarches sont effectuées par le titulaire par l'intermédiaire du CNRS.

Le titulaire et ses sous-traitants acceptent que le CNRS ou toutes autorités habilitées puissent procéder à des contrôles de l'application des mesures de sécurité et de confidentialité sur lesquelles ils se sont engagés.

Le titulaire et ses sous-traitants déclarent avoir fait prendre connaissance de ces dispositions aux personnels affectés à l'exécution des prestations.

10.1 Mesures de sécurité particulières

En complément de l'article 5.3 du CCAG-PI, il est précisé que lorsque les prestations sont à exécuter dans un lieu où des mesures de sécurité s'appliquent, ou concernent des informations considérées comme sensibles au titre des différents documents constitutifs du marché, le Titulaire, ses personnels et ses éventuels sous-traitants sont tenus de se conformer aux dispositions édictées ci-après et à la réglementation applicable en la matière.

Le Titulaire ne peut prétendre ni à prolongation du délai d'exécution, ni à indemnité, ni à supplément de prix, par dérogation à l'article 5.3 du CCAG-PI.

La réglementation sur la protection du potentiel scientifique et technique de la nation (PPST) introduite par les dispositions des articles R.413-1 et suivants du code pénal, du décret n°2011-1425 du 2 novembre 2011 et du décret n°2024-430 du 14 mai 2024 (applicable à compter du 1er janvier 2025) prévoit des dispositions de contrôle de l'accès physique ou virtuel aux Zones à Régime Restrictif (ZRR).

À ce titre, le Titulaire, ses personnels et ses sous-traitants peuvent être soumis aux procédures correspondantes d'autorisations préalables d'accès lorsque l'exécution des prestations est susceptible de concerner les informations relevant d'une ZRR.

10.2 Autorisations d'accès des personnels du Titulaire et de ses sous-traitants

Si la protection des intérêts essentiels du CNRS l'exige, le CNRS peut soumettre l'accès physique ou virtuel à certaines informations, données ou à certains composants sensibles des systèmes et applications du CNRS à l'agrément préalable des personnels du Titulaire et des sous-traitants éventuels y ayant accès, par le Fonctionnaire de Sécurité et de Défense (FSD) du CNRS.

Afin de permettre au CNRS d'effectuer les vérifications nécessaires, le Titulaire s'engage à remplir un formulaire de renseignements comprenant *a minima* les informations suivantes concernant les personnes dont il sollicite l'agrément :

- le patronyme et les prénoms de son personnel ;
- une photocopie lisible et recto-verso d'un titre d'identité dont la nature varie selon la situation individuelle du personnel visé :
 - carte nationale d'identité (CNI) ou passeport en cours de validité pour les ressortissants français et communautaires ;
 - titre de séjour en cours de validité avec une autorisation de travail valable ou carte de résident pour les étrangers extracommunautaires ;
- adresse actuelle du personnel si celle-ci diffère de celle portée sur le titre d'identité fourni.

Par ailleurs, le CNRS se réserve le droit de solliciter toute autre information qu'il juge nécessaire à l'évaluation du risque en considération du niveau de sensibilité des informations ou données concernées, en rapport direct avec la prestation ou l'intervention demandée au titre de l'exécution des prestations objet du marché.

Les informations demandées au Titulaire ne sont pas utilisées à d'autres fins que celles décrites dans le présent article, et ne sont pas conservées par le CNRS une fois connue la décision prise par le FSD pour le CNRS, d'agréer ou non la personne physique intervenant pour réaliser la prestation demandée au titre du marché.

A l'issue de la procédure interne d'agrément, le CNRS peut refuser au demandeur, sans indiquer le motif, l'accès aux équipements, installations et données concernés par l'objet du présent marché. Seule la décision d'agrément ou de refus d'agrément prise sur la base des renseignements fournis par le Titulaire est conservée par le CNRS. Conformément à la réglementation, le refus d'autorisation d'accès n'est pas motivé.

Le refus d'agrément notifié par le CNRS vaut interdiction pour le demandeur d'accéder aux équipements, installations et données concernés par l'objet du présent marché. Le CNRS peut retirer son agrément à tout moment sans avoir à énoncer ses motifs, le Titulaire doit alors proposer immédiatement un personnel remplaçant, de niveau et compétences équivalents, qui fera l'objet de la procédure d'agrément décrite au présent article.

Le maintien dans les équipes du Titulaire d'un personnel dont l'agrément a été refusé selon la procédure décrite ci-dessus expose le Titulaire et la personne physique concernée à des poursuites pénales.

Le bénéficiaire d'une autorisation d'accès à une ZRR délivrée dans les conditions prévues à l'article R. 413-5-1 du code pénal est tenu d'informer le CNRS de tout changement de situation susceptible d'affecter l'appréciation portée sur son droit d'accès (à compter du 1^{er} janvier 2025).

Précisions relatives aux sous-traitants du Titulaire :

Dès lors que l'exécution des prestations du marché a lieu dans une ZRR, les sous-traitants du Titulaire sont soumis aux dispositions générales relatives à la sous-traitance au sens des articles R2193-1 à R2193-9 du code de la commande publique et aux mesures de sécurité particulières visées aux articles ci-dessus au titre de la PPST (dont la procédure d'agrément préalable).

Les conditions d'agrément des sous-traitants au sens du droit de la commande publique sont celles prévues à l'article 1.4 du présent CCP.

Au titre de la PPST, le CNRS se réserve le droit de refuser l'accès physique ou virtuel du sous-traitant du Titulaire à la ZRR sans avoir à se justifier d'une quelconque manière ou de l'autoriser après vérification et agrément préalable suivant la procédure prévue à l'article précédent.

Le Titulaire informe ses sous-traitants de leur soumission aux obligations prévues à cet article et reste responsable du respect de celles-ci envers le CNRS.

Le Titulaire s'engage à insérer dans les documents contractuels régissant ses rapports avec son sous-traitant, l'obligation pour celui-ci de respecter l'ensemble des règles issues de la PPST et de protection de la sécurité des données et systèmes d'information auxquelles le Titulaire est lui-même soumis aux termes du présent marché.

Toute sous-traitance non-autorisée préalablement par le CNRS autorise celui-ci à résilier, sans indemnité, le marché, pour faute du Titulaire et à ses frais et risques.

10.3 Mesures de portée générale

Lorsque la PPST l'exige, le Titulaire du marché et ses personnels doivent se conformer à la procédure interne en vigueur au CNRS, en particulier les dispositions spécifiques applicables aux ZRR détaillées en annexe du règlement intérieur (RI) de l'unité concernée par l'exécution des prestations. Le RI de l'unité est transmis au Titulaire lors de la notification du marché. En cas de modification du RI, le CNRS notifie la version modifiée au Titulaire.

Le Titulaire s'engage à transmettre ce RI d'unité à ses éventuels sous-traitants et s'assure du respect de ses dispositions.

Les personnels du Titulaire ainsi que ses sous-traitants participant à l'exécution des prestations du présent marché ne doivent en aucune façon accéder à des informations classifiées.

Ils doivent se conformer strictement aux règles de protection des données sensibles qu'ils pourraient avoir à connaître au titre de l'exécution du présent marché, ainsi qu'au RI de l'unité, aux règles de sécurité et de contrôle en vigueur au CNRS.

Les personnels du Titulaire et ses sous-traitants ne doivent accéder qu'aux seuls locaux et installations concernés et nécessaires pour l'exécution du présent marché.

L'exécution du présent marché peut conduire le Titulaire, ses personnels et ses sous-traitants à avoir connaissance des données sensibles qui, sans être couvertes par le secret de défense, ne doivent pas être rendues publiques.

Le Titulaire s'engage et engage ses personnels et ses sous-traitants à ne faire aucune divulgation, sous quelque forme que ce soit, sans autorisation du CNRS, de tout élément connu dans le cadre du marché, en dehors des communications strictement indispensables à l'exécution du présent contrat.

Le non-respect par le Titulaire, ses personnels ou ses sous-traitants des prescriptions de sécurité prévues au titre du présent marché peut entraîner la résiliation du contrat pour faute du Titulaire, sans indemnité.

L'émission, la reproduction et l'acheminement des documents protégés sont conformes aux règlements en vigueur. Les documents protégés de toutes natures et de tous types ayant servi à la réalisation et à l'exécution du présent marché sont restitués au CNRS au terme du contrat, sans délai.

Aucune donnée ne peut être partagée ou communiquée par le Titulaire, ses personnels ou ses sous-traitants à un tiers au contrat sans le consentement exprès et préalable du CNRS propriétaire des données.

Les obligations définies ci-dessus doivent continuer à s'appliquer pendant les 10 ans qui suivent la date d'expiration du présent marché.

Article 11 – Clauses particulières

11.1 Obligation d'information et de conseil

Le Titulaire s'oblige à informer sans délai le CNRS de toute difficulté rencontrée dans l'exécution du contrat de nature à retarder ou à compromettre la réalisation des prestations.

11.2 Stabilité de l'équipe dédiée au contrat

Le titulaire du marché s'engage à maintenir l'équipe présentée à l'appui de son offre. Si une personne n'est plus en mesure de remplir sa mission, en cours d'exécution, le titulaire doit en aviser immédiatement le représentant du pouvoir adjudicateur, veiller à la remplacer dans des conditions ci-dessous et prendre toutes les dispositions nécessaires pour que la bonne exécution des prestations ne s'en trouve pas compromise.

11.3 SPASER

Il est à noter que le CNRS a mis en place un Schéma de Promotion des **Achats publics Socialement et Écologiquement Responsables** (SPASER) pour les années 2025 à 2027, qui définit des objectifs stratégiques et un plan d'actions, afin :

- Enjeu n°1 : d'organiser et piloter l'approche du développement durable dans le processus d'achat
- Enjeu n°2 : de limiter l'impact environnemental des achats du CNRS
- Enjeu n°3 : de soutenir l'emploi inclusif et promouvoir l'égalité professionnelle
- Enjeu n°4 : de favoriser l'accès des petites et moyennes entreprises
- Enjeu n°5 : de renforcer l'exemplarité des acheteurs et des opérateurs économiques

Dans ce cadre, le titulaire privilégie les déplacements à pied, avec des véhicules à propulsion humaine ou en transports en commun.

11.4 Arrêt des prestations

Les prestations pourront être interrompues en application de l'article 22 du CCAG-PI.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'arrêter l'exécution des interventions qui font l'objet du marché, à l'issue de chaque mission du prestataire définie dans le présent CCP N°26021.

La décision d'arrêter l'exécution des prestations ne donne lieu à aucune indemnité. L'arrêt de l'exécution des prestations entraîne la résiliation du marché.

L'arrêt de l'exécution des prestations peut intervenir à la fin de chacun des éléments de la mission.

11.5 Prestations similaires

Conformément à l'article R2122-7 du Code de la Commande Publique, un marché de services sans publicité ni mise en concurrence préalables pourra être passé pour la réalisation de prestations similaires au présent marché.

Article 12 - Règlement des différends et des litiges

En cas de litige résultant de l'application des clauses du présent marché, le tribunal administratif de Toulouse sera compétent.

Instance chargée des procédures de recours :

Tribunal administratif, 68 rue Raymond IV, 31000 Toulouse.

Tel : 05 62 73 57 57

Fax : 05 62 73 57 40

Mail : greffe.ta-toulouse@juradm.fr

Internet : [http:// www. toulouse.tribunal-administratif.fr](http://www.toulouse.tribunal-administratif.fr)

Service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours :

Tribunal administratif ,68 rue Raymond IV, 31000 Toulouse

Tel : 05 62 73 57 57

Fax : 05 62 73 57 40

Mail : greffe.ta-toulouse@juradm.fr

Internet : [http:// www. toulouse.tribunal-administratif.fr](http://www.toulouse.tribunal-administratif.fr)

Article 13 – Dérogations et compléments aux documents généraux

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du CCP sont les suivantes :

- Dérogation à l'article 4.1 du CCAG-PI par l'article 2 du CCP
- Dérogation à l'article 11.7.1 du CCAG-PI par l'article 3.3 du CCP
- Dérogation à l'article 23 du CCAG-PI par l'article 3.8 du CCP
- Dérogation à l'article 14 du CCAG-PI par l'article 4.2 du CCP
- Dérogation à l'article 9.2 du CCAG-PI par l'article 6 du CCP
- Dérogation à l'article 40 du CCAG-PI par l'article 7.1 du CCP
- Dérogation à l'article 5.3 du CCAG-PI par l'article 10.1 du CCP

Le CCP apporte des compléments aux CCAG PI aux articles suivants :

- L'article 8 du présent CCP complète l'article 5 du CCAG-PI
- L'article 10 du présent CCP complète l'article 5 du CCAG-PI